

Rassemblement devant les préfectures d'Occitanie



Rassemblement devant les préfectures d'Occitanie

Le Journal du Gers :

Monsieur Fullana quels étaient les objectifs du rassemblement d'Aujourd'hui ?

Monsieur Fullana (vice président des Amis de la terre du Gers)

Ce rassemblement est du originairement à une initiative d'un groupe importé en Occitanie qui s'appelle Toutes Nos Énergies Environnement (TNOE). Devant plusieurs préfectures d'Occitanie s'est tenu le même rassemblement dont le but est d'inverser le processus à l'œuvre sur l'implantation des énergies renouvelables caractérisé par la loi AER (Accélération des Énergies Renouvelables) et divers décrets faisant régresser le droit de l'environnement et des citoyens comme par exemple celui du 1er novembre 2022.

Le Journal du Gers :

Vous êtes hostiles aux énergies renouvelables ?

Monsieur Fullana :

Bien au contraire. Je note cependant que la méthanisation agro-industrielle (à distinguer de la méthanisation à la ferme 'que nous soutenons' n'est pas une énergie renouvelable car elle entraîne un changement de culture au détriment des cultures vivrières et de plus elle dégage, en autres, des Gaz à effets de Serre.

Concernant l'éolien, nous risquons d'y échapper, bien que la zone de l'Isle Jourdain reste dans le collimateur.

Concernant le photovoltaïque, là aussi un nouveau concept inventé par les grand groupes privés, d'agrivoltaïsme masque mal, l'artificialisation des sols, la destruction des espèces protégés et le massacre visuel des plus beaux villages de France.

Le fait que le Gers compte 450 000 hectares de surface agricole utile, conduit certains à penser qu'on peut se permettre d'en bouffer un certain ratio. Pour nous, c'est non d'autant plus que les porteurs de projets, souvent agriculteurs, font artificiellement grimper le prix des terres agricoles (multiplié par 4) au détriment des jeunes agriculteurs.

Le Journal du Gers :

Que préconisez-vous ?

Monsieur Fullana :

D'abord, il faut que nos concitoyens comprennent que tous les documents prescriptifs irriguent les documents d'urbanisme comme les Plans locaux d'urbanisme (je pense au Schéma Régional d'Aménagement des Territoires ou au Schéma de Cohérence Territoriale de Gascogne, corsètent les débats lorsque ces dossiers toxiques s'abattent sur les populations qui n'ont plus un mot à dire, sinon dépenser des milliers d'euros pour ester en justice (alors même qu'ils subissent une perte vénale de leur habitation) et être obligés de manifester comme aujourd'hui parce que les lieux de concertation n'existent pas en réalité ou sont au mieux des faux semblants.

Le Journal du Gers :

Vous avez pu rencontrer le Préfet, que vous à-t-il dit ?

Monsieur Fullana :

D'abord ce jour même, coïncidence, le Préfet de Région avait convoqué à Perpignan tous les Préfets de la région pour leur passer un soufflon. Ça va pas assez vite. Et c'est là notre divergence. Nous pensons qu'il faut s'asseoir autour d'une table, dans le cadre d'un moratoire, et pourquoi pas s'inspirer de la Charte mise en place par le Conseil départemental pour voir ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Même si elle est importante, cette charte est un élément de discussion. C'est dans cet esprit que nous rencontrons ce mardi 29 novembre, la vice-présidente du Conseil départemental.

